

**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PRÉFECTURE**

Marseille, le

24 JUIL. 2018

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ,  
DE LA LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

-----  
**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

-----  
**Dossier suivi par : Mme LOPEZ**  
Tél. 04.84.35.42.63  
Courriel : veronique.lopez@bouches-du-rhone.gouv.fr

**Dossier n° 126- 2018 ED**  
**N° Cascade : 13-2017-00101**

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION**

**CONCERNANT LA CREATION D'UNE STATION D'EPURATION  
« HAMEAU DU PIGEONNIER »**

**SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE  
DE LA BOUILLADISSE (13720)**

**POUR LA METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE  
(MAMP)**

-----  
**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 et R.214.32 à R.214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif à l'exploitation et l'autosurveillance des systèmes d'assainissement ;

VU l'arrêté du 03 décembre 2015 du Préfet coordonnateur de bassin portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant sur la période 2016 - 2021 ;

VU le dossier de déclaration présenté au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement par la Société Publique Locale l'Eau des Collines (SPL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile), réceptionné le 15 juin 2018, enregistré sous le n° 126-2018 ED, concernant la création de la station d'épuration sur le Hameau du Pigeonnier sur le territoire de la commune de La Bouilladisse (13720) ;

CONSIDERANT le rapport du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (SMEE) du 18 juillet 2018 m'informant que la compétence assainissement de la commune de La Bouilladisse relevant de la Métropole Aix-Marseille Provence (MPMP), il convient de délivrer à son attention le récépissé de déclaration ;

CONSIDERANT que le présent récépissé de déclaration annule et remplace le récépissé de déclaration du 27 juin 2018 ;

./...

**Il est donné récépissé :**

**à la Métropole Aix-Marseille Provence  
(MAMP)  
58 boulevard Charles Livon  
13007 MARSEILLE**

de sa déclaration concernant la création de la station d'épuration sur le Hameau du Pigeonnier sur le territoire de la commune de La Bouilladisse (13720) ;

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau annexé à l'article R.214-1 du Code de l'environnement concernées par le projet sont les suivantes :

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêtés de prescriptions générales correspondants</b>
2.1.1.0.	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités locales :  2°) Supérieure à 12 KG de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D).	Déclaration	Arrêté interministériel du 21 juillet 2015

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et relevant de la rubrique 2.1.1.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l' Environnement ci-annexé.

Copies de la déclaration et du récépissé seront adressées à la mairie de la commune de **La Bouilladisse** où cette opération doit être réalisée. Le récépissé sera affiché et le dossier mis à la disposition du public dans la mairie citée ci- dessus pendant un mois au moins.

Le récépissé de déclaration sera mis à la disposition du public sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône durant une période d'au moins six mois.

La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

Conformément à l'article R.214-40-3 du Code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la présente déclaration cessera de produire effet lorsque celle-ci n'a pas été mise en service ou réalisée dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les inspecteurs de l'environnement mentionnés aux articles L.172-1 et L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copie du présent récépissé sera adressée au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône chargés de l'exécution du présent récépissé.

Pour le Préfet,  
Le chef de bureau

Guillem BERTOTHY

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez à un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au service instructeur police de l'eau indiqué ci-dessus.

